

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand  
N° 821 29 mai 1986

Rédacteur responsable:  
Jean-Daniel Delley

Rédacteur:  
Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro:  
Jean-Pierre Bossy  
François Brutsch  
Marcel Burri  
André Gavillet  
Pierre Lehmann  
Charles-F. Pochon

Point de vue:  
Jeanlouis Cornuz

L'invité de DP:  
Claude Raffestin

Abonnement  
pour une année: 60 francs,  
jusqu'à fin 1986: 40 francs  
Vingt-troisième année

Administration, rédaction:  
1002 Lausanne, case 2612  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

# 821

## De la consultation

*La démocratie directe, sous sa forme référendaire, est sommaire comme un veto (ou une ratification). A ce stade de dernière instance, il n'y a plus de place pour la nuance: si ce n'est pas pile, c'est face. Mais certains — qu'on en juge par le débat sur le double oui lorsque s'opposent contre-projet et initiative — estiment que la capacité politique du peuple ne permet pas de dépasser le simplisme du oui-non.*

*Argument énorme! D'une part sont soumis souvent à cette logique majoritaire du oui-non des projets d'une étonnante complexité. On présuppose donc dans le peuple non seulement l'intelligence, mais la compétence. D'autre part, l'élection au système proportionnel avec panache, latoisage, cumul, liste sans dénomination, etc. est d'une subtilité véritable. Qu'on compare avec le vote bloqué des récentes élections françaises! Et pourtant en Suisse, ça fonctionne.*

*Mais alors comment connaître l'opinion publique dans ses nuances?*

*On observe, divergents, des efforts nouveaux ou traditionnels, publics et privés.*

*Tout d'abord, la consultation. Pas un projet législatif de quelque importance qui ne soit soumis à tous ceux qui, politiquement, professionnellement, associativement sont concernés. Le cercle est large. En fait, on ne consulte jamais que ceux qui sont en mesure de faire l'opinion. La consultation est celle du relais et des courroies de transmission; elle n'interroge pas l'opinion.*

*En revanche, les sondages privés tentent de cerner la spontanéité des gens. La plupart du temps, ils sont commandités par la presse; ou ils sont liés à*

*des études de marché. Ce ne sont donc que des instantanés, des photographies le plus souvent déformées par l'agrandissement.*

*Ce qui serait intéressant, ce serait d'interroger les citoyens sur des choix possibles, dans une consultation grandeur nature.*

*Elles ont eu lieu, dans certains cantons, sur des problèmes autoroutiers ou nucléaires, quand bien même la compétence n'appartenait pas à l'autorité cantonale. Les votes ont toujours été révélateurs. Et même ceux qui les récusaient comme une «illusion du pouvoir» n'ont pas manqué de les utiliser (par exemple, les partisans de la NI en terre vaudoise).*

*Mais ne pourrait-on pas consulter sur des choix qui dépassent le «pour ou contre» tel objectif particulier?*

*Que signifie par exemple la croissance de la demande d'électricité, dans une population stable? Certainement un désir de confort qui, par la demande des consommateurs, apparaît comme plébiscité en permanence. Mais, on ne consulte pas les citoyens sur ce qu'ils accepteraient de sacrifier si le prix et le danger du superflu électrique devenait excessif.*

*Sous réserve des possibilités du droit d'initiative, les choix politiques restent l'apanage de la sphère gouvernementale. Mais dans des domaines qui sont, comme on dit, des choix de société, pourquoi une consultation démocratique ne permettrait pas — sondage grandeur nature — d'interroger chacun? Non pas pour prendre une décision, mais pour présenter des alternatives, pour casser la simple extrapolation comme définitive de l'avenir.*

*Cette idée dérange un certain confort mental. Question simple: la démocratie du oui - non est-elle perfectible?*

A. G.

# Peu de réussites véritables en 50 ans

Les deux cents membres récemment élus au Grand Conseil bernois représentent seize partis. Ils n'étaient que six en 1930. Toutefois, il ne semble pas que la dispersion des élus dans un plus grand nombre de familles politiques réussisse à infléchir sensiblement la gestion des affaires du canton, sauf dans le cas où ces groupements nouveaux sont représentés par des personnalités de premier plan. Ce constat, on l'espère, sera pris en défaut par la présente législature. Au surplus, rares sont les petits partis qui attestent d'une forte longévité. Aux quatre partis traditionnels qui ont eu des élus sans interruption depuis 1930 (PAB - UDC, PS, PRD, PDC), il n'y a lieu d'ajouter que l'Alliance des indépendants, présente depuis 1938, mais avec un succès limité (au maximum cinq députés, ceci pendant une législature).

Quatre partis sont apparus et ont disparu de la scène politique. Un seul ne vit que dans le souvenir des historiens: la *Heimatwehr*, nationaliste, qui a eu d'abord trois, puis un seul député de 1934 à 1946. Les trois autres existent encore: le Parti du travail (trois élus en 1946 pour quatre ans), le Mouvement de la monnaie franche (Parti libéral socialiste) qui voit actuellement certains de ses membres élus sur les listes de l'Alliance des Indépendants et

qui avait percé de 1931 à 1954 grâce à son animateur Fritz Schwarz, et le parti des Jeunes Paysans, issu d'une scission du PAB-UDC et qui pénétra en force au Grand Conseil en 1938 (vingt-deux députés sur cent huitante-quatre). Après son échec de 1946 (quatre élus seulement), il est redevenu le mouvement culturel et écologiste des débuts, dans les années vingt.\*

Des petits partis nouveaux, deux seulement ont une présence passée de six législatures: le Parti évangélique (effectif maximum: sept élus en 1982) et le Parti Jeune Berne replié dans la ville de Berne après des échecs pour élargir son champ de recrutement. Ce parti local est fortement menacé par le dynamisme des partisans de la nouvelle Liste ouverte, victorieuse des dernières élections.

La Liste ouverte comprend des anciens radicaux, des anciens membres de l'UDC et d'autres personnes jusqu'ici absentes de la lutte politique. Elle a d'emblée pris le quatrième rang au Grand Conseil bernois, mais reste fort loin des trois grands partis. L'extrême-droite (Action nationale) et le plus ancien parti d'extrême-gauche (POCH) sont au Conseil depuis douze ans. Les autres sont apparus dans les deux dernières législatures.

Aucune percée significative des petits partis n'a été

enregistrée jusqu'ici et, à vrai dire, elle paraît peu probable. Il semble dès lors que pluralité peut aussi signifier dispersion des efforts sans effet notable. Les électeurs ne peuvent pas se plaindre de l'absence de choix, mais cette situation les incite souvent à s'abstenir faute de clarté dans les options proposées.

C. F. P.

\* Un livre sur les Jeunes Paysans: René Riesen - *Die Schweizerische Bauernheimatbewegung (Jungbauern)* - Francke Verlag collection Helvetia Politica - 1972.

## COMPOSITION DU GRAND CONSEIL BERNOIS

Union démocratique du centre (UDC)	69
Socialistes	49
Radicaux	40
Liste ouverte	11
Parti évangélique	6
Démocrates chrétiens	5
Action nationale	5
Alliance des indépendants	4
Alternative démocratique	3
Organisations progressistes POCH	2
Jeune Berne	1
Union démocratique fédérale	1
Parti libéral jurassien	1
Parti socialiste autonome	1
Parti démocrate chrétien - Unité jurassienne	1
Parti socialiste ouvrier	1
	100

## EN BREF

Le règlement adopté par le Parti radical zurichois pour les élections nationales de 1987 autorise la propagande personnelle des candidats qui se présenteront devant le peuple mais en fixe les limites. Ceux qui ne respecteront pas les règles du jeu devront s'attendre à des sanctions. Elles vont du

simple avertissement jusqu'à l'élimination en passant par le paiement d'une amende conventionnelle.

\* \* \*

Le député RPR Gérard Kuster, élu du département du Doubs à l'Assemblée nationale française, vient d'ouvrir sa permanence à Montbéliard. *L'Est Républicain* du 23 mai nous donne la liste des collaborateurs du nouveau député: un assistant parlementaire, deux secrétaires et son épouse qui

s'occupera, entre autres, des relations avec la presse. Cet état-major sera complété par un collaborateur chargé des dossiers techniques. Enfin une conseillère juridique sera attachée au bureau parisien du nouvel élu. La permanence de Montbéliard est ouverte au public toute la semaine à raison de cinq heures par jour.

Nos parlementaires de milice doivent rêver en lisant de telles informations.

## Le mauvais choix radical

Le «printemps de Berne» a surpris, agréablement ou désagréablement, bon nombre d'observateurs de la scène politique ... pour une fois qu'il se passe quelque chose de spectaculaire du côté de la fosse aux ours! On a souvent dit que le Jura bernois s'était vu imposer par l'Ancien Canton un conseiller d'Etat dont il ne voulait pas. Un lecteur de DP habitant Nidau a tenu à apporter quelques informations complémentaires sur ce sujet délicat. Nous publions ici de larges extraits de sa lettre du 14 mai.

Au moment du choix des candidats, certains pontes du parti radical du Jura bernois, qui pour leur honte sont de mes amis, ont expliqué à tous les papables que la seule candidate bien connue dans l'Ancien Canton était G. Aubry, ce qui est vrai, et qu'elle y était appréciée, ce qui ne l'est pas. En appelant à leur patriotisme, ils les ont fortement poussés à se retirer, même si le Jura bernois les voulait.

En grinçant des dents, le parti radical bernois a porté M<sup>me</sup> Aubry, croyant sincèrement qu'elle était portée par un Jura bernois unanime et enthousiaste... Mais, comme il ne la considérait pas comme sa candidate, il a, pour son malheur, présenté une liste de trois noms, avec les conséquences que vous savez.

Autrement dit, les Jurassiens ont porté M<sup>me</sup> Aubry pour faire plaisir aux Bernois, et les Bernois pour faire plaisir aux Jurassiens : le malentendu était complet.

Après le premier tour, il était trop tard pour corriger le tir, la loi bernoise ne permettant pas de présenter de nouveau candidat.

Ayant peur pour ses trois candidats, tous anciens, le parti socialiste bernois a couché sur ses positions, mais il a réclamé, avant les élections, contre l'arrogance bourgeoise, et proclamé urbi et orbi

qu'il lancerait une initiative pour l'élection à la proportionnelle. Au vu des résultats, il n'a plus très envie de tenir parole, ce qui est dommage: cela pourrait permettre d'avoir un candidat jurassien sur la liste socialiste sans mettre en péril un siège, et alors on verrait si le Jura bernois est vraiment aussi radical qu'il a voté, ou si c'est seulement une assimilation de bulletins. Rappelez-vous qu'avant la crise, qui a vu tant de départs, le plus fort parti dans les trois districts était le parti socialiste.

Seulement, le drame, c'est que le PSJB n'a plus que des vieux chefs, et que s'il veut présenter un candidat valable dans quatre ans, ce serait le dernier moment pour le chercher et le former.

Quant au Gouvernement «à majorité verte et rouge» dont on nous rebat les oreilles, s'il fait un peu peur à l'appareil de droite et d'extrême-droite, tant mieux. Mais pourra-t-il faire plus? Je crains bien qu'il soit bloqué entre la majorité bourgeoise du Grand Conseil et un corps de fonctionnaires supérieurs qui a pris l'habitude de régner, grâce à une compétence certaine.

Tout cela n'est pas très triomphal. Mais la politique, quand elle n'est pas celle de M. Le Pen, est-elle jamais rayonnante?

J. de Roulet  
Lyss-Strasse 50  
2560 Nidau

### ENVIRONNEMENT

## Sécurité - sur - Rhône

*Le Bulletin d'information numéro 2 d'Hydro-Rhône confirme ce que laissait prévoir le premier numéro: cette publication ne manque pas d'intérêt. J'ignore si son efficacité propagandaire est bonne, mais il y a de la matière. Si on enlevait la bla bla publicitaire et qu'on imprime le reste sur un papier de bonne qualité, ça mériterait une distribution dans les écoles. Parce que c'est une excellente leçon de géographie sur les fleuves: photos d'inondations, valeur des débits moyens, importance des crues, tonnages de graviers et sables entraînés par le courant, type de digues, rien n'y manque, même pas la reproduction en couleur d'un tableau de Ritz, montrant les premiers travaux du siècle dernier.*

*Mais, par place, ça dérape sérieusement et sournoisement. Par exemple, en première page, ceci: «Malgré les deux corrections qu'il a subies, le Rhône n'est pas un fleuve qu'on pourrait livrer à lui-même. Les interventions*

*humaines resteront indispensables à l'avenir pour qu'il puisse remplir en toute sécurité sa fonction première, à savoir: recueillir les précipitations tombées dans les vallées et les amener au lac Léman.»*

*La sécurité du processus ne serait donc pas assurée... Diabole! Comment donc s'y prenait, avant l'arrivée des hommes en Valais, une grande rivière qui ne s'appelait pas encore le Rhône, pour évacuer les eaux qui tombaient sur son bassin? C'est qu'il n'y avait personne pour l'aider et la rivière était livrée à elle-même...*

*Mais, au fond, j'y pense, il ne s'agit peut-être pas de la sécurité du processus d'écoulement des eaux, mais de celles des constructions qui bordent son cours. Le mot «sécurité» en grands caractères et en rouge, barre toute cette première page. Hydro-Rhône tente de nous convaincre que l'exploitation garantira la sécurité de tous: du fleuve, de la nappe phréatique, des paysans, etc... On parle trop de sécurité et, ces temps, ça tombe un peu mal...*

M. B.

## Et si c'était vraiment grave?

**Comme l'écrivait Jacques Pilet dans son éditorial (L'Hebdo du 15 mai): «Nous aimerions tous pouvoir tourner la page de Tchernobyl.» Malheureusement, cet accident vient nous rappeler que nous ne serons jamais totalement en sécurité avec sur nos têtes l'épée de Damoclès du nucléaire, fût-il civil ou militaire. «Toute forme de vie implique des choix, donc des risques» répondront les tenants de la fission de l'atome à tout prix. Certes, mais ces choix ont-ils été faits en toute connaissance de cause? Ici, pas ou peu de différences entre le nucléaire «démocratique» et le nucléaire «socialiste». A l'Est comme à l'Ouest, les «experts» ne savaient que très imparfaitement dans quelle aventure ils lançaient l'humanité tout entière, présente et à venir.**

**Il faudra probablement attendre des mois, voire des années avant que les scientifiques aient à disposition un rapport complet sur ce qui s'est vraiment passé en Ukraine. A ce stade, on peut déjà livrer quelques conclusions sur la base des informations dont nous disposons. Celles-ci, selon le physicien Pierre Lehmann, sont peu réjouissantes.**

Il y a tout lieu de penser que, contrairement à ce que les nucléocrates voudraient nous faire croire, Tchernobyl n'a pas été un accident majeur. Il est vraisemblable que seule une partie relativement faible de l'inventaire radioactif de la centrale ait été propulsé dans l'atmosphère, comme l'indique la prédominance des produits volatiles dans les retombées radioactives. Il semble d'ailleurs qu'à Tchernobyl on cherche à empêcher la radioactivité de s'étendre sous la centrale; ce qui signifie probablement que l'essentiel du cœur est parti dans le sol. Malgré cela, l'augmentation de la radioactivité

dans les alentours du réacteur a été considérable, elle a nécessité l'évacuation de 100 000 personnes. De plus, les retombées ont suffi à rendre des légumes ou du lait impropres à la consommation à plus de mille kilomètres du lieu de l'accident.

Il faut rappeler qu'une centrale nucléaire contient des dizaines de tonnes d'uranium. Après quelques années de fonctionnement, chaque tonne contient un inventaire de produits de fission correspondant à plus de cent milliards de doses limites annuelles d'ingestion pouvant encore être absorbées sans trop de risques. La diminution de cet inventaire se mesure sur des échelles de temps sans rapport aucun avec une vie humaine. Au bout de 10 ans subsistent encore quelque 3 milliards de doses et il faut attendre 1000 ans pour qu'il n'en reste «que» 300 millions. Si une partie importante de cet inventaire était dispersée dans l'atmosphère, les conséquences seraient difficilement imaginables. Selon des études confidentielles de l'Institut pour la sûreté des réacteurs d'Allemagne fédérale, études qu'une organisation écologique a pu se procurer, des personnes se trouvant à 100 km et plus de la centrale seraient encore exposées à des doses de l'ordre de dix fois la dose mortelle.

Ce type de situation n'est pas maîtrisable. Et d'ailleurs personne ne cherche à le maîtriser. Les promoteurs du nucléaire, en particulier ceux de la centrale de Creys-Malville à 60 km de Genève, admettent simplement que la probabilité de cet accident est suffisamment faible pour qu'on puisse l'ignorer. Les mêmes personnes affirmaient qu'un accident à la Tchernobyl ne pourrait se produire qu'une fois tous les 100 000 ans, voire davantage. Il faut rappeler également que les enceintes de confinement n'offrent pas une garantie absolue contre l'accident majeur. On peut même penser qu'elles seraient un facteur amplificateur pour les accidents très graves accompagnés d'un fort dégagement d'énergie, même si elles constituent, à n'en pas douter, une protection efficace contre les accidents de moindre ampleur.

Les centrales ne représentent qu'un des aspects du

risque nucléaire par accident majeur. Les piscines de stockage des éléments combustibles extraits des centrales après usage, ainsi que les stockages de déchets radioactifs dans les usines de retraitement sont potentiellement tout aussi dangereux, peut-être même plus.

Finalement, même en fonctionnement normal, les centrales nucléaires, les mines d'uranium, l'extraction du minerai et la purification de celui-ci, les usines d'enrichissement, les usines de fabrication

### L'intégriste de l'atome

**Dans une récente édition de L'Ouest Lémanique, un lecteur, M.-Tout-Le-Monde, interrogé sur son appréciation de Tchernobyl, faisait cette déclaration pleine de bon sens: «si on n'est pas capable de maîtriser les dangers du nucléaire, il faut tout arrêter immédiatement». Hélas, les choses ne sont pas aussi simples. Une technologie ultra-sophistiquée comme la fission atomique réclame d'énormes investissements qu'il faut bien rentabiliser. L'attitude de la communauté scientifique est souvent ambiguë. On assiste depuis Tchernobyl à des prises de positions nettes et tranchées de certains savants qui tiennent plus de l'acte de foi que du doute qui devrait présider à toute démarche intellectuelle. Un exemple romand nous est fourni par le Professeur André Gardel (voir également page 5.)**

André Gardel est au nucléaire ce que Monseigneur Lefèvre est à la religion chrétienne. Ce dernier a cependant le mérite de préciser ses dogmes: respect du chef, soumission du peuple, discipline dans la hiérarchie, etc. M. Gardel, lui, s'habille de la respectabilité scientifique et essaie de s'en servir pour asseoir son autorité. Cela lui évite d'avoir à énoncer les dogmes auxquels il a fait allégeance. Ceux-ci

des éléments combustibles et surtout les usines de retraitement sont la cause d'atteintes à l'environnement. Depuis un certain temps règne comme une sorte de silence autour de la contribution du nucléaire au dépérissement des forêts. C'est que le livre de Reichelt et Kollert\* qui met en évidence cette contribution est remarquablement précis et bien étayé et qu'il devient très difficile de nier que la radioactivité émise par les centrales nucléaires porte atteinte aux forêts. L'Office fédéral de la

n'en transparaissent pas moins dans son discours. On peut les résumer comme suit:

— Dogme de l'augmentation inéluctable et indéfinie du produit intérieur brut (PIB). Ce dogme lui a peut-être été inspiré par le deuxième principe de la thermodynamique qui veut que l'entropie d'un système fermé ne puisse qu'augmenter. Il s'agit là en fait d'une confusion car le PIB est une grandeur qui traduit non pas un état mais une dynamique. Comme les réserves de notre globe sont limitées, l'augmentation du PIB est insoutenable à long terme.

— Dogme de l'augmentation inéluctable de la consommation d'énergie, liée à l'augmentation du PIB. Cela n'a bien sûr pas plus de sens que l'augmentation inéluctable du PIB lui-même. De plus le PIB peut augmenter sans que la consommation d'énergie le suive automatiquement.

— Dogme du bonheur par la consommation. Ce dogme conditionne les deux premiers et les valorise dans une certaine mesure. Il me paraît indéfendable. Notre société de consommation est en fait malade de ses excès.

— Dogme du nucléaire sûr, bon marché et favorable à la protection de l'environnement, dogme que Tchernobyl n'a manifestement pas réussi à ébranler. C'est peut-être le moins défendable de tous.

P. L.

protection de l'environnement l'a du reste reconnu mais s'est fait remettre à sa place par l'Office fédéral de l'énergie qui lui a imposé un silence peu compatible avec cette fameuse transparence de l'information dont on parle de plus en plus en matière nucléaire.

Il me reste encore à insister sur le fait que nous pourrions progressivement nous passer entièrement de l'énergie nucléaire sans même que cela nous pose des problèmes de confort ou de productivité. Je l'avais souligné lors de la campagne pour les initiatives sur l'énergie en 1984 et ce point n'a jamais été valablement contesté. Face à ce que l'on peut qualifier de faillite, tant économique qu'écologique du nucléaire, il est grand temps que s'ouvre un débat sur la manière dont nous pourrions nous passer de ce canard boiteux. Un tel débat devrait être ouvert et ne doit pas être bloqué par l'acceptation inconditionnelle de dogmes qui n'ont plus rien à voir avec la rigueur scientifique dont se réclament les nucléocrates.

P. L.

\* *Waldschäden durch Radioaktivität?* C.F. Müller Verlag, Karlsruhe.

## «Il fallait oser...»

**Dans cinquante ans, 9 à 10 milliards d'êtres humains peupleront la planète, habitant pour l'immense majorité dans les régions les plus pauvres. Si l'on veut éviter les déséquilibres, il faut que le tiers monde parvienne à décoller économiquement. Or pour ce faire, il a besoin d'énergie. On a pu observer une corrélation entre produit intérieur brut et consommation d'énergie, une augmentation de 10% du premier entraînant une croissance de 12% de la seconde. Ni les énergies renouvelables, ni les combustibles fossiles (trop polluants) ne peuvent répondre à ces besoins. Reste donc l'énergie nucléaire de fission, dont il faut multiplier la capacité par 40 ou 50 d'ici l'an 2040.**

Voici, en résumé, les arguments développés par le Professeur Gardel devant les délégués de la Fédération genevoise des syndicats patronaux. «Au lendemain de l'émotion légitime créée par l'accident de Tchernobyl, il fallait oser le dire», comme le souligne l'hebdomadaire *Entreprise Romande* dans son édition du 23 mai.

Si l'on comprend bien, il s'agit d'assumer les risques inhérents à l'énergie nucléaire si l'on veut éviter les catastrophes bien plus terribles qui ont nom famine généralisée et affrontements sanglants entre peuples nantis et ventres vides.

L'approche «scientifique» des problèmes sociaux apparaît ainsi remarquable de simplicité; en manipulant un seul facteur — l'énergie — on pourrait régler les problèmes majeurs de l'heure: famine, sous-développement, démographie, sans que soient mis en cause un instant les réalités politiques, économiques et sociales. Pas question de s'interroger sur le véritable pillage énergétique opéré par les pays développés. Pas d'interrogation non plus sur les avantages pour le tiers monde des énergies renouvelables et produites de manière décentralisée; pas d'analyse critique de ces fameuses «contraintes» économiques et techniques qui limitent l'utilisation de ces formes d'énergie. La corrélation entre développement économique et consommation d'énergie est acceptée comme une loi intangible; alors même que l'épuisement des ressources naturelles et les effets nuisibles pour l'environnement de notre modèle de développement devraient nous inciter à inventer des systèmes de production économes en énergie.

M. Gardel est polytechnicien, mais le raisonnement qu'il nous propose ne fait guère honneur à la méthode scientifique. Ou cette méthode est incapable d'appréhender la complexité de la réalité et, de ce fait, inapte à contribuer aux solutions des grands problèmes du monde contemporain. Ou M. Gardel se pare de la légitimité scientifique pour nous vendre une conclusion — la nécessité du nucléaire — qui n'est en fait qu'un postulat — la foi dans le nucléaire.

J. D.

## Journal de bord

- Un journal, Monsieur?
- Oui, volontiers, *La Suisse*.
- Nous ne l'avons pas!
- Alors, n'importe quel journal romand!
- Nous n'en avons pas!
- Vous n'en avez plus ou vous n'en avez pas?
- Nous n'en avons pas!

Ce petit dialogue, d'une grande banalité je le concède, je l'ai eu dans le vol Swissair Zurich-Genève. Dialogue banal, certes, mais tout de même extrêmement instructif car il s'inscrit dans un cadre plus général auquel les Romands feraient bien de faire attention.

Nous savons tous que pour des raisons de rationalisation, la Swissair a décidé de centraliser ses opérations à Zurich. Il faut croire que c'est une décision heureuse puisque notre compagnie fait des bénéfices, contrairement à d'autres.

La «religion» de la bonne gestion étant très helvétique, on peut, en se forçant un peu, adhérer à ce point de vue strictement économique. Je dis bien en «se forçant un peu» car finalement cette «concentration zurichoise» finit par être en parfaite contradiction avec le fédéralisme qui nous tient tant à cœur... pour autant qu'il ne coûte pas trop cher.

Centraliser l'espace aérien sur Kloten, cela veut dire finalement capter le trafic et déclasser peu à peu Cointrin qui, si on continue à ce rythme-là, ne sera (ce qu'il est déjà en partie) qu'un aéroport-relais et plus du tout un aéroport intercontinental puisque les grandes lignes finiront toutes par être focalisées sur Zurich. Cela ne va pas sans conséquences économiques, sociales et culturelles pour Genève.

L'accessibilité aérienne de Genève se dégrade peu à peu, autrement dit le nombre des grandes lignes

directes de ou vers Genève diminue. Ce qui faisait l'attrait de Genève pour les grandes entreprises internationales est en train de s'effriter.

Mais apparemment le processus n'est pas achevé puisqu'il semble que la Swissair s'attaque maintenant à «l'espace de la langue». L'absence de journaux romands au profit des journaux allemands, allemands et anglais sur une ligne comme Zurich-Genève ne frise pas le scandale, c'est le scandale qui est à mettre en relation avec un autre fait que chacun peut vivre à Kloten: lorsqu'on adresse la parole en français à un membre du personnel, une fois sur deux il répond en anglais. Non, je ne suis pas en train de faire ma crise de Romand minoritaire. La culture alémanique

m'est précieuse et je l'apprécie d'autant plus que je peux l'aimer librement. Pourtant, après dix jours d'absence j'avais le désir, qui j'espère n'est pas coupable, de lire un de nos quotidiens.

Je ne sais pas ce qu'en pensent nos éditeurs de journaux. Voient-ils le déclin culturel romand avec moins de sérénité que moi? Mais supporteront-ils alors aussi aisément le recul économique?

A propos, que la rédaction de DP me pardonne, je n'ai pas demandé notre journal préféré à bord. S'ils l'avaient eu, j'aurais pour la première fois lu le schwyzerdütsch... avec facilité.

Claude Raffestin

### GENÈVE

## Un train pour les ploucs

*La célébration du 450<sup>e</sup> anniversaire de la Réforme à Genève est certes prétexte à de grandioses manifestations, et à un brin de complaisance sur le destin de cette ville. Mais ce peut être aussi l'occasion d'un salutaire retour sur soi — cela fait aussi partie des traditions calvinistes. Lancé de la tribune la plus prestigieuse, le Journal de Genève, un pavé est tombé dans le bout du lac en faisant: plouc! C'est ainsi qu'Antoine Maurice, dans un portrait en profondeur de la communauté genevoise qui doit plus au moraliste qu'au journaliste, résume les aspirations des Genevois d'aujourd'hui: la course au fric, l'individualisation et la psychologisation.*

*Dans cette série de quatre articles (disponible en tiré à part), l'auteur montre combien Genève, écartelée entre tous les groupes qui la composent, n'a plus ni identité ni projet. C'est peut-être depuis la Deuxième Guerre mondiale*

*que l'argent est devenu la référence universelle. Devant son arrogance, des quartiers entiers disparaissent (Pâquis, Rues-Basses, Vieille-Ville); aujourd'hui Genève se vend aux Arabes, hier c'était au financier Bernard Cornfeld (IOS). Les rares personnalités économiques genevoises d'aujourd'hui gravitent dans le monde du modernisme toc et frelaté (sans résultat: voir l'état du Servette, «danseuse» du promoteur Lavizzari).*

*Ce constat n'est de loin pas spécifique à Genève. Mais il est d'autant plus frappant que le phénomène touche un lieu qui était très typé et s'est exercé sans aucune retenue. En ce sens, Genève campe à la pointe d'une évolution générale jusqu'à en être la caricature.*

**PS.** *Et voilà que la ville de Genève annonce son intention de construire un petit train touristique sur les quais de la rive droite du lac. L'occupation de l'espace jusqu'à la nausée, la peur du vide existentiel? Un train pour les ploucs!*

Comment peut-on être Genevois? *Journal de Genève, case postale 439, 1211 Genève 11.*

## Encore Tchernobyl

J'écoutais ce matin (22 mai) *La Première* parler des déclarations de cinq «sommités», selon lesquelles les retombées de Tchernobyl ne constituaient qu'un danger négligeable pour les populations: dans les années à venir, à peine 300 cas de cancer de plus — une paille qui n'émouvra guère que les intéressés... Alors que, toujours selon les dites sommités, le fait de fumer deux cigarettes et demi par jour était 4000 fois plus dangereux.

Fort bien: 300 fois 4000 égale 1 200 000 — si je comprends bien, c'est un million deux cent mille de nos contemporains qui sont promis au cancer, dans les prochaines années, du fait de la cigarette.

Fort bien encore — mais les déclarations des cinq sommités s'inscrivent dans un temps et dans une société où, semaine après semaine, jour après jour, dans la plupart des salles de cinéma, passent des films publicitaires encourageant les bonnes gens à fumer, leur vantant les mérites de la Malboro ou de la Kent — *A kiss for a Kent!* — leur laissant entendre que s'ils en fument, ils seront des hommes, et que s'ils en offrent, ils obtiendront les faveurs de jeunes femmes, dont l'allure générale et la tenue vestimentaire donnent à penser qu'elles ne sont pas exagérément inhibées par ce maudit calvinisme si justement dénoncé par M. Chessex!

Ce qui revient à dire que les responsables du système — j'entends: des différents *discours* proférés sur les centrales nucléaires et sur le tabac et sur le cancer, etc. — sont ou des imbéciles, qui ne savent pas ce qu'ils disent, ou des criminels qui laissent faire.

Ceci n'est pas, malheureusement, le seul exemple qui vienne à l'esprit:

Je pense quant à moi qu'il est raisonnable de limiter la vitesse à 120 km/h., voire même à 100... Mais je crois aussi qu'on peut être d'un avis différent, prôner une limite supérieure de 140 ou de 150 km/h. — voire même la suppression de toute limitation sur les autoroutes. En revanche, je ne crois pas qu'on puisse limiter la vitesse à 120 — et autoriser la vente de voitures susceptibles de rouler à 180 ou même à 200 km/h.! Pas plus qu'on ne saurait interdire l'usage du LSD et en autoriser la vente libre dans les supermarchés! C'est pourtant bien ce qu'on fait en matière d'autos... Or, c'est triste à dire: il faut choisir!

Parfois, l'incohérence est encore plus remarquable:

Je possède pour ma part une auto (dont je suis fort satisfait), susceptible de rouler à cent cinquante à l'heure — alors que partout en Europe la vitesse est limitée à cent quarante au maximum (en Allemagne, sauf erreur de ma part). Mais ce n'est pas tout: mon *compteur* indique une vitesse maximum de *deux cents* km/h...

Elle me paraît donc contrevenir à deux articles du Code pénal: L'article 24: «Celui qui aura intentionnellement décidé autrui à commettre un crime ou un délit (...). Celui qui aura tenté de décider une personne...» etc.

J'ai plus de soixante ans — j'ai résisté facilement à l'incitation, étant par ailleurs fort craintif de nature. Mais si j'avais vingt ans?

L'article 154 sur la *Mise en circulation de marchandises dépréciées*: «Celui qui (...) aura mis en vente ou en circulation (...) des marchandises contrefaites, falsifiées ou dépréciées...» etc. Car enfin, une auto qui roule à 150 km/h., alors qu'on donne à entendre qu'elle pourrait rouler à 200 — n'est-ce pas une marchandise falsifiée?

Je ne dis rien des effets *secondaires* d'une telle confusion, qui sont notamment de *démoraliser*, en particulier les jeunes.

J. C.

## Un coup de fil... (bis)

Inutile de présenter la Fédération romande des consommatrices. Chaque année, ses bureaux d'information répondent à un nombre croissant de demandes venues de tous les coins de Suisse romande. C'est ainsi que plus de 3000 litiges ont été traités dans le courant de l'année 85 par les bureaux de Bienne, La Chaux-de-Fonds, Delémont, Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel, Sion et Yverdon.

Pour faire face à une demande toujours croissante, la FRC inaugure une

*PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE*

au n° 022/ 21 32 17

Tous les matins — du lundi au vendredi de 9 h. 00 à 12 h. 00 — il sera répondu aux questions des consommateurs (-trices), que ce soit pour des conseils avant un achat, des demandes de soutien en cas de litiges découlant d'un contrat ou tout autre problème touchant la consommation.

Les renseignements sont donnés gratuitement. Lors de l'ouverture d'un dossier, un émoulement de Fr. 5.— sera demandé. Ce service vient s'ajouter à celui de l'information des consommateurs que diffuse depuis le premier avril le n° 129 (voir DP 813). Un coup de fil qui peut permettre d'éviter bien des déboires.

## XAMAX SUR ORBITE

Football et gros sous: le tri-hebdomadaire *Sport* annonce que Gilbert Facchinetti envisage de conclure un contrat avec l'émetteur par satellite Sky Channel pour la retransmission des matches du NE-Xamax dans treize pays. Une première a été tentée lors du match retour des quarts de finale de la Coupe UEFA.

# T.P.G.: Transports publics gratuits

Dès le 31 mai, le paysage urbain de Genève se verra enrichi de 120 bicyclettes roses. Il ne s'agit ni de référence déguisée au titre d'un best-seller, ni d'une action du mouvement gay, mais d'un nouveau moyen de transport, public, écologique et... GRATUIT!

L'idée n'est pas vraiment nouvelle: dans les années soixante, Amsterdam a eu ses «vélos blancs» qui ont roulé plusieurs années avant de disparaître, les uns volés, les autres enlevés par la police, car la loi prescrit que les vélos laissés sur la voie publique doivent être cadenassés. Même dans la ville des «freaks», on ne badine pas avec le règlement!

A La Rochelle, en 1976, c'est la Municipalité qui avait mis 250 vélos neufs à la disposition des habitants et des visiteurs pour alléger la circulation au centre-ville. Deux ans plus tard, l'action se transformait en opération de «location gratuite», qui implique la présence de préposés pour prêter les vélos en des endroits précis et à certaines heures. L'expérience fonctionne toujours aujourd'hui. D'autres tentatives se sont moins bien déroulées, comme celle de Berne, où les «vélos verts» ont rapidement été volés.

L'échec enregistré dans la Ville fédérale n'a pas découragé les animateurs du GLAJ (Groupe de liaison genevois des associations de jeunesse)\*, qui lancent en décembre 1985 des appels, par voie d'affiches et de tracts et avec l'aide de la presse pour la collecte de bicyclettes usagées. Le succès est immédiat: en quelques mois, deux cents vélos sont offerts au GLAJ qui se charge de les remettre en état et de les peindre en rose, «couleur du rêve». Car il faut une bonne dose d'optimisme pour se lancer dans cette aventure. Le vélo public dérange nos habitudes pour au moins deux bonnes raisons: il oblige à un effort physique — il faut pédaler — et psychologique. En effet, ce véhicule que nous allons utiliser et qui n'est pas à nous, qui n'est même pas à quelqu'un d'autre puisqu'il est à tout le monde sans être à personne frustre notre instinct de propriété. Cette entreprise ne mérite, à notre avis, que des encouragements. Comme le dit la plaquette éditée par le GLAJ, «le vélo public implique une conception des relations sociales basée sur la confiance et la responsabilité». Aux usagers de montrer que la formule est viable.

Trouver un début de solution à un problème de transports urbains sans débats parlementaires,

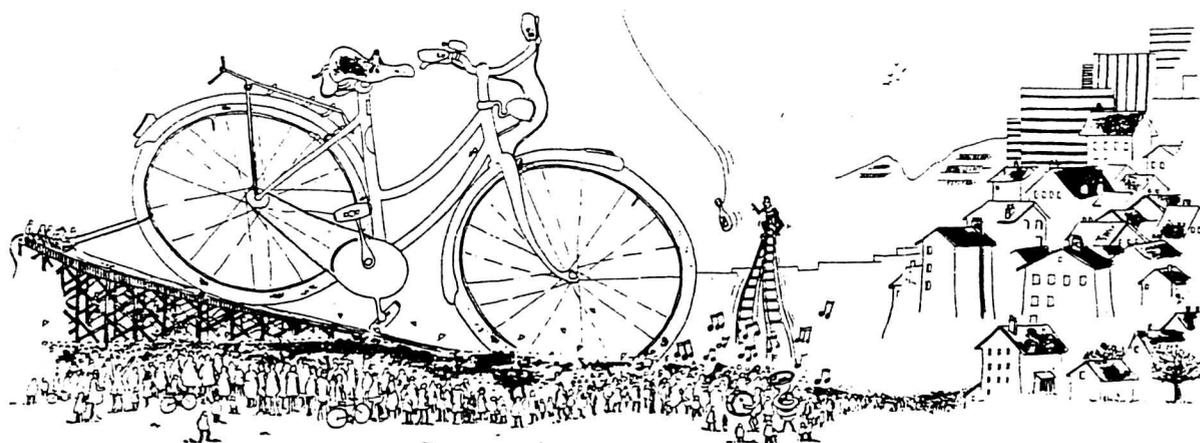
nomination de sous-commissions et allocations à des bureaux d'études de crédits à plusieurs zéros, n'est-ce pas merveilleux? Ici, il suffit d'un peu d'imagination, de pas mal d'enthousiasme et d'honnêteté et d'un bon coup de jarret.

La règle du jeu est simple: n'importe qui peut se servir d'un vélo rose à condition de ne pas se l'approprier, de le laisser après usage dans un endroit bien en vue et de ne pas lui faire quitter la ville. En cas de panne ou de crevaison, un coup de fil au GLAJ qui se chargera de la réparation. A noter que certains ateliers genevois ont accepté de réparer aussi les vélos roses gratuitement, bravo et merci à ces commerçants d'avant-garde!

Pour fêter dignement le lancement des 120 premiers vélos publics, le GLAJ organise le 31 mai un défilé cycliste qui partira à 14 h. 15 de la Patinoire des Vernets pour aboutir au Quai du Général-Guisan où aura lieu le baptême du vélo rose, en musique et avec un apéro. Quant aux amateurs lausannois de la petite reine, ils pourront toujours se rabattre ce même jour sur la désormais traditionnelle journée du vélo... et que ça roule!

M. A. M.

\* Adresse utile: GLAJ - 5, rue du Village Suisse, 1205 Genève. Tél. 022/28 64 40. Pour vos dons: Ccp 12-1651-3 (mention «vélo public»).



## A nos lecteurs

Depuis le début du mois, notre équipe de permanents a carrément doublé en effectifs et augmenté de 30% en temps de travail. Suite à l'annonce parue dans DP, nous avons pu engager M<sup>me</sup> Joseline Junod qui assure le «suivi administratif» de notre hebdomadaire, assiste M. A. M. et pourra le remplacer si nécessaire pour le bouclage du journal. Nous saluons l'arrivée de M<sup>me</sup> Junod, déjà très à l'aise à DP grâce à une longue expérience professionnelle similaire et un contact heureux avec l'ordinateur, véritable machine à tout faire au petit bureau de la rue Saint-Pierre!